

Concours : ENM Complémentaire 218

Epreuve : Droit Pénal

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## Fautes pénales et infractions non intentionnelles

L'article 5 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (DDHC) pose un principe cardinal du droit pénal : "Tout homme étant présumé innocent jusqu'à qu'il ait été déclaré coupable, l'illégalité des jugements qui ne seraient pas nécessaires (...) doit être soigneusement évitée". En application de cette disposition centrale, la responsabilité pénale ne saurait être prononcée uniquement en considération d'éléments matériels pénalement sanctionnés mais nécessite, pour les crimes et les délits, un élément moral.

Cet élément moral n'est pas nécessairement intentionnel. Il peut en effet résulter aussi d'une faute d'imprudence ou de négligence, alors constitutive, dans les conditions fixées par l'art 121-3 CP, de fautes pénales. Les infractions pénales dont l'élément moral est constitué de fautes non intentionnelles sont qualifiées d'infractions non intentionnelles. Il ne peut s'agir que de délit ou de contraventions, à l'exclusion de crimes, conformément à l'art 121-3 CP.

Si les infractions non intentionnelles trouvent aujourd'hui une place déterminée au sein du système répressif français, c'est au terme d'une évolution législative et jurisprudentielle particulièrement marquée. En effet, la notion de faute pénale non intentionnelle trouve ses origines au regard des principes directeurs du droit pénal de nécessité et de personnalité. Le principe de nécessité, dictant de l'article 8 et 9 DDHC, empêche de recourir à la sanction pénale qu'en "ultima ratio", lorsqu'un tel recours est "strictement et évidemment nécessaire". L'incrimination d'un comportement de simple négligence ou imprudence répond-elle à cette exigence ? C'est à l'aune de cette question que le législateur a édifié le régime des infractions non-intentionnelles. Par ailleurs, l'imprudence ou la négligence peuvent être tout particulièrement reprochées aux responsables, dirigeants publics ou privés, d'activités à risque par l'infirmité des personnes. Il existe pour ces activités, c'est une évidence, des enjeux particuliers d'indemnisation en cas de survenance des risques et de préventions afin d'imposer les comportements adéquats. C'est en particulier sur ces auteurs que s'est cristallisé une partie des débats doctrinaux et la jurisprudence dans les années 80 et 90, leur responsabilité



pénale étant par conséquent automatiquement retenue du fait de la responsabilité personnelle.  
S'est alors posée la question du respect du principe de personnalité de la responsabilité pénale.  
Ce principe, découlant du art. 8 et 9 DDHC et expressément stipulé à l'article 121-1 CP selon lequel "nul n'est pénalement responsable que de son propre fait". Tenant compte de ces critiques, le législateur a fait évoluer le régime des fautes non intentionnelles, pénales et, surtout, la qualification des infractions non intentionnelles en décidant, dans ~~les~~ sens d'un plus grand respect de ces deux principes directeurs.

Aujourd'hui, la question se pose donc en ces termes: le droit pénal, tel que défini par le Code pénal et appliqué par le juge, relatif à la faute pénale non intentionnelle et aux infractions pénales dont elle est la composante morale, parvient-il à un équilibre satisfaisant entre d'une part, la nécessité de sanctionner les comportements à risque pour l'intégrité des personnes, particulièrement dignes de protection et d'indemnisation, et le principe de nécessité et de personnalité, principes cardinaux du droit pénal.

Il convient dès lors de définir comment la faute pénale non intentionnelle a évolué afin d'atteindre au plus près cet objectif de respect des principes de personnalité et de nécessité (I) et comment les infractions non intentionnelles sont aujourd'hui à la mesure de ces principes (II).

### I Les fautes pénales non intentionnelles définies conformément aux principes de nécessité et personnalité

La notion de faute pénale non intentionnelle a été marquée par une évolution législative en plusieurs étapes (A) qui a abouti à un concept pluriel de fautes non intentionnelles graduées (B).

#### A. Une évolution législative dans le sens d'un respect accru des principes directeurs

##### 1. La loi du 13 mai 1996

Le Code pénal de 1992 avait entendu mettre un terme aux délits matériels, compris comme étrangers à son élément moral. Le recours à des infractions non intentionnelles avait néanmoins été maintenu. La loi, comme la jurisprudence, poursuivait une conception large de fautes non intentionnelles dans son objectif d'indemnisation des victimes de telles infractions. En effet, conformément au principe selon lequel "le pénal tient le civil en l'état", l'indemnisation civile dépendait de la reconnaissance de la faute pénale, or bien que les juges étaient tentés de retenir, dans son objectif légitime d'indemnisation, ce que certains ont qualifié de "possibles de fautes". Cette qualification était d'autant plus légitime que la loi n'exigeait, pour la retenir, qu'une appréciation <sup>extensive de la faute pénale</sup> en abstrais, en référence à son



comportement moyen.

Afin d'atténuer le risque que cette définition de la faute et sa mise en œuvre par le juge impliquaient, le jurisprudence a développé dans les années 80, le motif de "délégation de pouvoir" qui permettait aux responsables publics et privés de se décharger de leur responsabilité pénale sur le délégué si cette délégation répondait aux exigences strictes imposées par le juge de compétence de moyen et d'autorité exerce par le délégué. Le principe de personnalité s'en trouvait ainsi mieux respecté.

La loi du 13 mai 1986 est venue compléter l'examen pénologique dans sa recherche d'un équilibre plus juste en substituant à l'exigence d'un fait "simplement" abstrait, celle d'une faute concrète, obligeant le juge à procéder à une analyse pratique et circonstanciée de la situation réelle. Les principes directeurs s'en trouvaient ainsi renforcés.

Malgré la Loi de Libération, pour certaines activités particulièrement fautive de risque, a poursuivi une interprétation extensive de la faute non intentionnelle dans un objectif d'indemnité. Il en est ainsi particulièrement en matière d'accident de la route (C 2.02.1997).

## 2. La loi du 10 juillet 2000

Dans une seconde étape, le législateur est venu reformuler le motif de fautes non intentionnelles afin notamment de répondre à l'objectif d'indemnisation poursuivi par le juge. La loi du 10 juillet 2000 a ainsi introduit un article 4-1 dans le code de procédure pénale qui a détaché la faute pénale non-intentionnelle de la faute civile. Les juges n'étaient dès lors plus contraints de retenir la faute pénale par l'indemnisation des victimes.

La loi a par ailleurs, pour répondre aux exigences de respect des principes de personnalité et de sincérité, introduit une distinction entre les auteurs directs de l'infraction non intentionnelle dont la culpabilité peut être retenue en cas de faute simple et les auteurs indirects par lesquels une faute quelconque est commise. L'article 121-3 AL 3 et 4 a été reformulé en ce sens.

Malgré cette distinction en fonction de l'intensité du lien de causalité, plutôt d'un plus grand respect des principes directeurs, n'est pas applicable aux personnes morales. Ces dernières peuvent donc voir leur responsabilité engagée sur le fondement d'une faute simple même en cas de causalité indirecte, ce qui permet de renforcer l'objectif indemnitaire.

## B Des fautes non intentionnelles aujourd'hui qualifiées

### 1. Les différents types de fautes

L'article 121-3 CP prévoit donc aujourd'hui deux types distincts de fautes, la faute simple et la faute qualifiée qui se divise elle-même en deux types, la faute délibérée et la faute caractérisée.

La faute simple est caractérisée par une négligence, imprudence ou un manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement. Elle doit être appréciée in concreto, en fonction de la situation concrète, et est applicable aux auteurs directs



Le fait délibéré se définit par la violation délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité définie par la loi ou le règlement. La jurisprudence a précisé la définition en exigeant un fait légal ou réglementaire au sens constitutionnel, c'est-à-dire dictant des obligations particulières, et non simplement générales.

Le fait caractérisé est reconnu lorsqu'il expose autrui à un risque d'une particulière gravité que l'auteur n'aurait ignoré. Il s'agit là d'un fait intentionnel et le fait simple et le fait délibéré. La jurisprudence exige un fait "bien marqué" et une imprudence ou négligence présentant une "particulière évidence". Sa caractéristique peut être avérée lorsqu'elle fait suite à une négligence relevée et communiquée aux responsables mais qu'ils l'ignorent. Dans les autres cas, le fait caractérisé peut relever d'un manquement à des obligations essentielles ou à l'accumulation de manquements.

## 2. L'élément moral bien marqué

Cette qualification des faits, en plus de répondre à l'exigence de nocivité, a permis de préciser au mieux l'élément moral. En effet, pour le fait non-intentionnel, il est clair que l'auteur n'a pas la volonté d'atteindre un résultat préjudiciable. Par contre, son comportement négligent ou imprudent est, lui, bien noté.

Ainsi, en matière de fait délibéré, l'élément moral est caractérisé par le choix intentionnel, délibéré, de violer le principe de sécurité. En matière de fait caractérisé, l'auteur a conscience de la prise de risque et choisit d'agir en prenant le risque. Il s'agit là en quelque sorte d'un acte intentionnel, par lequel l'auteur, sans vouloir le dommage, accepte de prendre le risque qu'il se produise.

Ainsi, la définition de la faute non intentionnelle permet aujourd'hui de respecter au mieux les principes de nocivité et de personnalité. Mais ces fautes n'ont de corps qu'en tant qu'élément constitutif d'infractions non intentionnelles prévues par le Code pénal. Ces infractions permettent-elles, elles aussi, de respecter ces principes directeurs, en particulier le principe de nocivité?

## II Des infractions non intentionnelles à la mesure du principe de nocivité

Le Code pénal... énumère deux types d'infractions non intentionnelles qui se distinguent par leurs objectifs : les infractions visant la protection de l'intégrité de la personne (A) et celle visant la sanction de comportements particulièrement à risque (B).

Concours : ENM Complémentaire 2018

Epreuve : Droit Pénal

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

A. Les infractions visant la protection de l'intégrité1. Des infractions conformes au principe de proportionnalité des peines

Les atteintes involontaires à la vie et à l'intégrité, définies aux art 221-6 et 221-15 CP, sont sanctionnées par des peines graduées, en fonction de l'intensité des dommages causés, déterminées pour les blessures involontaires par rapport aux jours d'incapacité temporaire de travail (ITT) qui résultent de l'infraction. Ce système de sanction permet un parfait respect du principe de proportionnalité des peines, qui découle du principe de nécessité. Ainsi les peines encourues vont de 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende, pour une ITT supérieure à 3 mois, à une peine d'un an d'emprisonnement et 15 000 € d'amende en cas d'ITT inférieure à 3 mois.

En outre, la peine est renforcée lorsque l'homme ou l'atteinte à l'intégrité résulte d'un fait délibéré. Le comportement de l'auteur étant alors considéré comme plus répréhensible, la peine est portée, en cas d'ITT supérieure à 3 mois à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

Cette gradation des sanctions, en fonction de l'intensité de la faute ou du résultat dommageable, assure un respect orthodoxe du principe de proportionnalité.

2. L'objectif d'indemnisation compensé

L'exigence d'un fait qualifié en cas de ... causés distinctes n'est pas applicable à la personne morale. Celle-ci, à la surface financière généralement plus étendue que la personne physique, reste aussi garante de l'objectif d'indemnisation dans les conditions fixées par la loi. Cette différence a récemment fait l'objet de quelques questionnements de constitutionnalité, mais traversant au Conseil Constitutionnel, la Chambre Criminelle et la Cour de Cassation ayant considéré cette répartition d'égale conformité à la Constitution.

Les peines encourues par la personne morale définies à l'art 222-21 CP sont elles aussi respectueuses du principe de proportionnalité, notamment

N°

S.I.T.



puisque : l'interdiction d'activité éventuellement prononcée doit être cantonnée à l'activité objet de l'infraction.

Au-delà des aspects visant la protection de l'intégrité physique, le Code tend à ériger des infractions visant à prévenir des pans de risque considérables en sanctionnant de tels comportements dans certains cas.

## B. des infractions sanctionnant des comportements à risque

### 1. des atteintes à l'intégrité commune dans des circonstances particulières

Le législateur est venu en 2003 et en 2008 ériger en infractions autonomes des atteintes à l'intégrité commune dans des circonstances graves particulières dangereuses. Il a ainsi incriminé les atteintes commises à l'occasion d'un accident de la circulation ou lorsque l'agresseur utilise un animal dangereux.

Ces infractions, considérées comme punissables de comportements à fort risque social, font l'objet d'une répression accrue en fonction de l'intensité de la faute.

### 2. le risque causé à autrui

L'article 223-1 CP vient sanctionner la faute d'libérer exposant directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessure graves. Cette infraction non intentionnelle de mise en danger volontaire d'autrui est sanctionnée par une peine élevée s'agissant d'une faute non intentionnelle et d'une infraction matérielle, c'est-à-dire ne nécessitant pas, pour sa qualification, de résultat dommageable. En effet la peine encourue est d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Cette infraction est particulièrement retenue en matière de circulation routière. Le fait d'libérer doit être ici particulièrement qualifié, afin de le différencier de la faute dont il résulte une simple contravention au Code de la Route, afin d'éviter le risque d'être érigé en délit de comportements relevant d'une contravention.

Le fait d'libérer a notamment été retenu pour un chauffeur de taxi marseillais qui l'emmenait prisonnier dans le véhicule et tout respectivement qu'il avait et commis pour un comportement, résultant d'une violation des règles, d'un particulier dangereux au vu de circonstances (C. 6.6.10)

Ainsi, le droit positif est arrivé aujourd'hui à un point d'équilibre entre les impératifs de jeu de protection de l'ordre public et de respect des principes directeurs.

Les sanctions non intentionnelles viennent, par partie, sanctionner un comportement propre à faire peser un risque inconnu par ailleurs indépendamment de sa réalisation. Cet objectif de prévention se retrouve, de manière générale, dans la politique pénale moderne avec la multiplication de sanctions formelles visant à punir un comportement particulièrement répréhensible indépendamment de tout résultat quelconque et ce, en amont du chemin du crime. Il en est ainsi en particulier en matière de lutte contre la criminalité organisée ou de terrorisme.

N°

.../...